

## **Première semaine des E3C : Le Baccalauréat Blanquer recalé dans l'académie de Toulouse**

Dans notre académie, les épreuves de baccalauréat (Epreuves Communes de Contrôle Continu ou « E3C ») ont commencé cette semaine, et ont conduit à des mobilisations nombreuses et variées (voir [notre site](#)) : grève des personnels appelés à surveiller, vives réactions de la part des élèves, actions symboliques. Ces actions ont ponctuellement conduit à des reports d'épreuves, pour des motifs divers (dans près de 10% du total des lycées, soit près du tiers des lycées qui les avaient programmées ou allaient les engager). Elles ont été nombreuses, surtout au regard de leur inévitable étalement dans la durée, lié à des calendriers de passation des épreuves propres à chaque établissement. Alors que tous les lycées ne sont pas encore entrés dans les E3C, le SNES-FSU Toulouse appelle à la poursuite des actions symboliques à l'occasion de ces épreuves, y compris par la grève.

Le Ministre de l'Éducation nationale porte la responsabilité de la situation actuelle ; il a perdu la confiance des personnels, dont l'exaspération et la colère sont à la hauteur du sentiment de mépris qui s'exprime dans ses refus constants d'entendre leur avis, expression de leur expertise professionnelle. Fort de sa représentativité et de sa connaissance du terrain, le SNES-FSU l'a interpellé à plusieurs reprises, sans jamais obtenir en retour autre chose que des expressions de déni - voire de mépris - visant à décrédibiliser ceux qui font entendre la réalité des établissements et des classes en présentant un autre point de vue que le sien. Face à l'imminence d'une crise largement annoncée, le Ministre a été interpellé nationalement par l'ensemble des organisations syndicales de professeurs et par la principale fédération de parents d'élèves, toutes d'accord pour demander en amont des épreuves l'annulation de cette première session. Au niveau académique, s'y est jointe la fédération regroupant la majorité des personnels de direction des établissements. Cette demande se fondait sur le constat précoce et unanime de problèmes techniques et organisationnels connus, repérés et prévisibles : sujets inadaptés, risques de fuites des sujets, etc. En cette fin de semaine, nous faisons le constat que ces problèmes se posent en effet aujourd'hui.

Une très large majorité de la profession conteste toujours la logique de fond de ce nouveau baccalauréat, qui institutionnalise les inégalités de traitement des candidats en le faisant reposer pour une large part de l'évaluation (40%) sur le contrôle continu, sans compter les autres épreuves qui pourraient être à nouveau évaluées localement (grand oral par exemple, pour 10% à 14% de la note finale suivant la voie).

Dans notre académie, c'est plus d'un lycée sur deux qui avait initié une démarche d'alerte et de contestation des conditions de mise en place des E3C depuis décembre, et ils avaient été nombreux à s'engager dans des actions symboliques comme celle qui a eu lieu le 15 janvier dernier devant le rectorat. Aujourd'hui, le rectorat, comme le ministère, n'apportent d'autre réponse que celle d'une session qui devrait se tenir coûte que coûte, dans n'importe quelles conditions, pour la simple nécessité d'afficher une session maintenue contre vents et marées, quand son sens même est devenu illisible.

Le SNES-FSU Toulouse considère qu'il est de la responsabilité du Ministre de faire sans tarder de premiers gestes concrets et forts : annulation de la première session d'E3C, quitte à reporter tout ou partie des notes de ces épreuves dans la moyenne trimestrielle pour que les élèves n'aient pas travaillé en vain ; retour à des épreuves nationales en fin d'année scolaire. Il dénonce enfin la stratégie de la tension, entretenue par un ministre chaque jour plus fragilisé, et relayée sur le terrain par une communication institutionnelle fébrile.